

page 5 éditorial

PE

Sans nul doute, le climat change, a changé. La mondialisation régnait hier triomphante, référence économique – avec les décollages de l’ancien tiers-monde –, institutionnelle – avec les progrès des organisations et du droit à l’international –, morale – avec l’idée d’un seul monde, solidaire et moins conflictuel. Aujourd’hui, l’échec à réguler le monde des puissances se présentant comme l’incarnation de l’universel, les revendications des identités collectives contre le grand large, le retour visible aux catégories hélas classiques des grands conflits – ils n’avaient jamais disparu mais l’Ukraine et Gaza les imposent près de nous –, dessinent un monde auquel font écho, un peu partout, les progrès électoraux des populismes.

Ces populismes – dans leur interprétation aujourd’hui dominante de droite – peuvent-ils au moins partiellement être définis ensemble, et quels effets pourraient-ils avoir en matière de relations internationales ? Bien différents des références des années 1930 trop souvent convoquées, ils se caractérisent globalement par une revendication de souveraineté totale vis-à-vis de l’extérieur et, en interne, par une affirmation d’antagonisme irréductible entre « eux » – les élites, les étrangers... – et « nous » – le peuple, indépensable, et toujours raisonnable.

Les conséquences économiques des politiques populistes, que ces dernières se manifestent par des choix radicaux (Milei...) ou plus *soft* (Brexit...), sont, à terme, presque toujours négatives. Quant aux institutions démocratiques, on peut penser qu’elles sont aujourd’hui plus assurées que dans les années 1930 et espérer qu’elles fonctionneraient par exemple pour brider le populisme d’un second mandat de Trump aux États-Unis, comme elles ont transformé Meloni au pouvoir, comme elles ont démocratiquement mis fin à l’expérience polonaise du PiS.

Les divers populismes, au pouvoir ou sur son seuil, pourraient ainsi s’avérer moins dangereux par leurs décisions mêmes que par l’esprit qu’elles instaurent, en interne et à l’extérieur, dans le débat politique. La volonté systématique de violemment cristalliser l’opinion antagonise le débat qui précède et entoure la décision, y compris pour la politique étrangère. À l’international, la volonté de démarquage, la revendication d’une souveraineté toujours opposée à l’intérêt de l’« autre », ne peuvent qu’aggraver rivalités et conflits.

L’éclatement du monde « unique » que symbolisait la mondialisation et l’ambiance de plus en plus diffuse des phénomènes populistes dessinent une réalité et une perception : celles d’un monde de plus en plus segmenté, aux acteurs méfiants, tentés plus souvent de recourir à la

force ou à son exhibition – bref d'un monde plus tenté par la violence, symbolique ou réelle.

* * *

De la violence bien réelle qui ravage Israël et Gaza, peut-on parler politiquement ? En tentant d'imaginer une sortie du long tunnel de l'horreur ?

La solution « des deux États », actant la présence de deux peuples sur un territoire restreint, apparaît à toutes bonnes volontés comme seule solution concevable, hors le maintien d'un ordre militaire dont on voit régulièrement les échecs, dont celui, dramatique, du 7 octobre. La solution de l'État unique réunissant Israéliens et Palestiniens, sous diverses modalités de confédéralisme ou de fédéralisation, généreuse mais théorique, est inconcevable dans les dérives communautaristes actuelles des deux côtés.

Il faut donc en revenir aux deux États – solution envisagée au demeurant depuis les années 1930 pour le « partage » de la Palestine. Mais sous l'évidence s'affirme aujourd'hui la réalité de la géographie politique et humaine dessinée par Israël depuis des décennies : l'éventuel État palestinien n'est aujourd'hui tout bonnement pas « dessinable », du fait des mouvements de colonisation. Pour qu'il redevienne cartographiable, il faudrait recourir à des transferts importants de populations – de populations israéliennes.

Ceux-ci sont-ils imaginables ? On connaît à peu près les conditions. Tout d'abord une stabilisation relative de la situation actuelle à Gaza, avec la fin de l'emprise israélienne : c'est-à-dire un contrôle international de Gaza assuré par une force internationale – des membres permanents du Conseil de sécurité et des États arabes de la région. Puis une reconstruction progressive de l'Autorité palestinienne, pour que les Palestiniens puissent être représentés dans une négociation crédible. Puis une pression internationale forte contraignant Israël à accepter l'idée que sa sécurité ne peut indéfiniment se baser sur la confrontation et la domination militaire. Enfin, condition essentielle souvent passée sous silence : l'évolution interne d'Israël. On peut « bousculer » Israël, mais sûrement pas totalement imposer des solutions extérieures à la seule démocratie de la région – démocratie dont les dérives sont sans nul doute largement à l'origine du regain de violence de l'automne dernier.

Le destin d'Israël, la sécurité des Israéliens, dépendent donc à la fois des pressions qui seront exercées sur eux – au premier chef par les États-Unis et leurs alliés arabes de la région – et de leur propre conversion : de

la reconnaissance que les Palestiniens sont un peuple et que leur malheur même les forge comme peuple. À ce titre, et au moins à ce titre, Israël porte la responsabilité de deux peuples...

* * *

On s'étonnera peu que l'Europe soit absente des débats sur le Proche-Orient : l'Union européenne n'est pas une puissance. Or nous en sommes toujours, en dépit des enterrements pressés, au monde de la puissance. Simplement, ce monde est paradoxal.

L'Afrique constitue aujourd'hui l'espace-modèle quasi pur du jeu des puissances : effacement progressif de la France du pré carré où elle exprimait sa force militaire ; mascaret russe occupant, avec fort peu de forces mais d'habiles stratégies, les espaces « libérés » ; hésitations américaines ; présences chinoises discrètes ; investissements croissants de l'Iran, des pays du Golfe et même de la Hongrie et de l'Ukraine... On voit bien que l'espace africain est identifié par les puissances de tous rangs comme celui de la compétition, de l'affirmation géopolitique.

Le paradoxe étant bien sûr que toutes ces puissances, qui savent qu'elles doivent se manifester pour demeurer dans le jeu, se montrent, sur la longueur, remarquablement impuissantes : on peut toujours rêver que Moscou ou d'autres enthousiastes résolvent les problèmes sécuritaires des pays du Sahel ou que l'Africa Corps pacifie le Congo... En mer Rouge, les interventions occidentales peuvent parer aux menaces hostiles de manière ponctuelle, sans assurer la sécurité pérenne d'une région en fusion. Beaucoup plus loin, ce numéro de *Politique étrangère* expose bien comme les pressions et propositions extérieures échouent toujours à trouver une solution au drame birman.

La puissance est nécessaire, parce que c'est toujours autour d'elle que s'organise le dialogue du monde, mais son assise et son efficacité dépendent de l'organisation ou de la désorganisation de ce monde : le nôtre est de plus en plus émietté, la puissance l'est aussi. La gouvernance mondiale reste un projet ouvert.